



**PRÉFET
DE LA RÉGION
RÉUNION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de l'environnement
de l'aménagement et du logement**

**Arrêté n°2024-73/DEAL/SEB
portant Autorisation d'Occupation Temporaire
du Domaine Public Fluvial de la rivière des Marsouins,
au profit de l'APBB**

LE PRÉFET DE LA RÉUNION

- VU** le Code général des propriétés des personnes publiques (CGPPP) et notamment les articles L.2122-1 et suivants, L.5121-1 et L.5121-2, R.2122-1 à R.2122-8, et R.2125-1 à R.2125-5 ;
- VU** le Code du domaine de l'État, et notamment l'article A12 ;
- VU** le Code de l'environnement, et notamment l'article L.362-2 ;
- VU** le décret n° 73-428 du 27 mars 1973 relatif à la gestion des cours d'eau et à la police des eaux superficielles dans les départements d'Outre-Mer ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 06-4709/SG/DRCTCV du 26 décembre 2006 relatif à l'identification et à la gestion du domaine public fluvial de l'État à La Réunion ;
- VU** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de Monsieur Jérôme Filippini, préfet de la région Réunion ;
- VU** le décret du 3 octobre 2023, portant nomination de Monsieur Ludovic ROBERT, administrateur de l'État du grade transitoire en qualité de directeur régional des finances publiques de La Réunion ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2021-2530/SG/SCOPP du 7 décembre 2021 portant prescriptions complémentaires à la déclaration du projet d'aménagement des canaux pour la pêche des bichiques sur la rivière des Marsouins sur la commune de Saint-Benoît ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2021-2687/SG/SCOPP signé en date du 30 décembre 2021 réglementant la pêche des bichiques dans les eaux marines et fluviales de La Réunion ;
- VU** l'arrêté du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement

- VU** l'arrêté préfectoral n°2227 du 19 octobre 2023 portant délégation à Monsieur Ludovic Robert, administrateur de l'État du grade transitoire, directeur régional des finances publiques de La Réunion, à l'effet de signer les actes relevant de la mission des domaines ;
- VU** l'arrêté ministériel du 26 février 2020 portant nomination de Monsieur Philippe Grammont, directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de La Réunion ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°275 du 1^{er} février 2023 portant délégation de signature à Monsieur Philippe Grammont, directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de La Réunion ;
- VU** la décision DIR-MIPIL - 2024-N°03 du 18 juillet 2024 portant subdélégation de signature à certains agents placés sous l'autorité du directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- VU** la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public fluvial de l'Association des Pêcheurs de Bichiques Benedictins (APBB) (RNA n°W9R3000618), présentée au service de l'État compétent en matière de gestion du domaine public fluvial ;
- VU** l'avis de la direction régionale des finances publiques de La Réunion, en date du 02 aout 2024 fixant les conditions financières ;

CONSIDÉRANT que les pêcheurs professionnels bénéficient, à titre individuel, d'un permis national de pêche à pied et d'une licence de pêche, payante et dont le coût est proportionnel à la quantité vendue ;

CONSIDÉRANT qu'il peut donc être considéré que la contrepartie des avantages économiques tirés de l'utilisation du DPF sera perçue dans le cadre de la réglementation des permis de pêche, et plus particulièrement des licences de pêche ;

CONSIDÉRANT que le pétitionnaire fait son affaire de l'obtention des autres autorisations ;

SUR PROPOSITION de monsieur le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de La Réunion,

A R R Ê T E

Article 1. Objet de l'Autorisation

L'Association des Pêcheurs de Bichiques Benedictins (APBB) son président Monsieur Jacquelin FLEURICOURT Mairie de Bras-Panon, 89 route nationale 2, centre ville 97412 Bras-Panon L'association des pêcheurs de bichiques de l'embouchure de Saint-Benoît (APBESB), sise 192 rue des Vanilliers, 97470 Saint Benoit, représentée par son président, Monsieur Didier VIRAPIN, est autorisée à occuper une partie du domaine public fluvial de la rivière des Marsouins **dans le cadre des travaux et activités autorisés à l'arrêté préfectoral susvisé**, conformément aux plans annexés.

L'occupation est consentie pour une superficie de 250 m² de canaux de pêche.

L'occupation du domaine public correspondant au linéaire des canaux libres (ou canaux de reproduction), est consentie à titre gratuit, car elle correspond à une obligation légale.

Article 2. Durée et renouvellement de l'Autorisation

L'autorisation est consentie à compter de la signature du présent arrêté pour la durée de l'arrêté préfectoral n°2021-2530/SG/SCOPP du 7 décembre 2021 susvisé, soit jusqu'au n°2021-2530/SG/SCOPP du 7 décembre 2026.

Si cette échéance devait avoir lieu en période d'ouverture de la pêche, telle que prévue par la réglementation spécifique, l'autorisation est automatiquement prolongée jusqu'à la fermeture de la saison de pêche en cours.

Si le bénéficiaire désire obtenir son renouvellement, il devra au moins deux mois avant la date de cessation de l'occupation, en faire la demande par écrit, à l'administration compétente.

En aucun cas, le renouvellement de l'autorisation ne pourra avoir un caractère tacite.

Si le bénéficiaire ne fait pas usage dans les délais impartis de la faculté qui lui est laissée dans le deuxième alinéa du présent article, l'Administration sera en droit de considérer qu'il renonce purement et simplement au renouvellement de l'autorisation.

Article 3. Caractère de l'Autorisation

Cette autorisation est délivrée à titre personnel, précaire et révocable, conformément à l'article L.2122-3 du Code général de la propriété des personnes publiques.

L'administration se réserve le droit de retirer ou de modifier cette autorisation à tout moment sans que le bénéficiaire puisse prétendre à aucune indemnité ou dédommagement quelconque :

- dans le but d'intérêt général se rattachant notamment à la conservation ou à l'usage du domaine public fluvial ;
- au cas où le bénéficiaire ne respecterait pas les clauses du présent arrêté après mise en demeure restée sans effet.

Le bénéficiaire est tenu d'occuper lui-même et d'utiliser directement en son nom les biens mis à disposition. La présente autorisation n'est pas constitutive de droits réels au sens de l'article L.2122-6 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques. Toute sous-location du bien et toute session de la présente autorisation sont interdites.

Article 4. Conditions générales

Le bénéficiaire est tenu de se conformer à la présente autorisation ainsi qu'aux lois, règlements et règles existants ou à venir. Il est également tenu de se conformer aux prescriptions relatives à la lutte contre les risques de pollutions et de nuisances de toutes sortes pouvant résulter de son exploitation.

Il devra préserver la continuité de circulation des services publics le long du domaine public et prendre toutes dispositions pour que les agents de la Direction de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, service de l'État gestionnaire du DPF, aient constamment accès aux terrains occupés et au domaine public.

La présente autorisation devra être présentée sans délais par le pétitionnaire à tous contrôles effectués par l'OFB, les agents de la DEAL, les agents de la DMSOI, la Gendarmerie, les forces de Polices, les agents en charge de la police de l'eau ou de la pêche.

Il occupera le terrain à ses risques et périls et sous sa seule responsabilité.

Le bénéficiaire est informé que l'instruction de demandes similaires ultérieures prendra en compte le respect des conditions énoncées au présent article et à l'article 5.

L'objectif de ce projet est l'entretien et l'alimentation de canaux de pêche et la pratique de la pêche aux bichiques conformément à la réglementation en vigueur et conformément à :

- l'arrêté préfectoral n°2021-2530/SG/SCOPP du 7 décembre 2021 susvisé ;
- l'arrêté du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement
- l'arrêté préfectoral n°2021-2687/SG/SCOPP signé en date du 30 décembre 2021 réglementant la pêche des bichiques dans les eaux marines et fluviales de La Réunion ;

Le pétitionnaire est tenu de connaître et de respecter l'ensemble des dispositions de l'arrêté préfectoral n°2021-2687/SG/SCOPP du 30 décembre 2021 réglementant la pêche des bichiques dans les eaux marines et fluviales de La Réunion, ainsi que ses éventuels arrêtés modificatifs.

Ces dispositions portent notamment sur :

- les catégories de pêcheurs,
- les périodes d'ouverture et fermeture de la pêche,
- les zones de pêche autorisées,
- les procédures d'obtention des autorisations de pêche,
- les types d'engins et dispositifs d'accompagnement autorisés,
- la limitation des captures.

Le pétitionnaire se tient informé et respecte les évolutions de cette réglementation.

Article 5. Conditions particulières

5.1. Interventions autorisées

a) Nature des interventions autorisées

Le pétitionnaire est autorisé à occuper le domaine public fluvial tel que présenté **en annexe**. Dans le cadre de cette occupation le pétitionnaire est autorisé à réaliser :

- L'entretien de 25 canaux de pêche, en amont de la limite de salure des eaux sur la rivière des Marsouins à Saint-Benoît. Le projet s'étend sur une zone de 360 m de cours d'eau et les canaux de pêche représentent 10 rangs de canaux de 5 m maximum, soit une modification du lit mineur du cours d'eau de 50 m. Les canaux sont disposés comme présentés en annexe 1, en rives gauche et droite de la rivière des Marsouins, avec le maintien en tout temps d'un canal libre de reproduction en zone centrale ;
- L'édification et l'entretien de ces canaux, ainsi qu'en la pratique de la pêche de loisir des bichiques en amont de la limite de salure des eaux sur la rivière des Marsouins, dans le respect de la réglementation en vigueur.

b) Emprises d'occupation autorisées

Les canaux, disposés conformément à la description présentée en annexe 1, respectent les dimensions suivantes :

- longueur maximale : 5 m
- largeur intérieure maximale : 2 m

- épaisseur des murets entre canaux : de 0,5 m à 1 m

Les murets des canaux sont construits uniquement avec des pierres et des végétaux issus de la rivière. L'utilisation de bâche plastique ou de tout autre matériau non naturel, ou extérieur au site, est interdite.

Une zone libre de toute pêche, dite canal de reproduction, est constamment maintenue sur l'intégralité de la zone, conformément à la description présentée en annexe 1. Le canal de reproduction est matérialisé au bout de chaque rang de canaux par des traces de peinture rouge apposées sur les extrémités amont et aval du dernier muret marquant la limite avec le canal de reproduction. La peinture utilisée est conforme à une utilisation en contact avec le milieu aquatique. Les marques de matérialisation du canal libre sont renouvelées systématiquement en cas d'effacement ou de départ des pierres marquées.

c) Entretien des canaux

L'entretien des canaux est autorisé toute l'année, y compris en période de fermeture de la pêche.

Il est réalisé de façon manuelle ou à l'aide d'outils légers, l'utilisation d'engins mécanisés est interdite. Un débroussaillage manuel régulier est réalisé sur les murets des canaux de façon à éviter une végétalisation trop importante de ces derniers.

L'entretien régulier des canaux comprend également l'évacuation des déchets présents sur la zone occupée par l'association, y compris si ces déchets ne sont pas de sa responsabilité.

•

d) Dispositions en cas d'évènement climatique extrême

Si les canaux de pêche sont détruits à la suite d'un cyclone ou autre évènement climatique extrême (pluies, crues, houle...) qui vient à modifier le cours d'eau, le bénéficiaire du présent arrêté n'est en aucun cas autorisé à exécuter des travaux pour rétablir la situation initiale avant consultation et accord de l'administration.

Dans un tel cas, un constat sur site de la nouvelle situation est réalisé en présence de la DEAL et des autres services concernés. Il est ensuite statué sur l'éventuelle possibilité de rétablir des aménagements pour la pêche des bichiques et les conditions de réalisation de ceux-ci, en fonction du nouveau contexte local post-évènement.

Dans l'attente d'une décision sur les possibilités et modalités de reprise, tous travaux et activités de pêche aux bichiques sont interdits.

Article 6. Activités autorisées et prescriptions particulières

Les membres de l'association APBB sont autorisés à pratiquer la pêche des bichiques en eau douce conformément au code de l'environnement, **sans être autorisés à commercialiser le produit de leur pêche**. Cette autorisation est accordée dans le respect de la réglementation en vigueur et dans les conditions définies au présent arrêté.

6.1. Pêche des bichiques

Engins de capture

Le seul engin de capture autorisé est la vouve, d'un diamètre maximal de 80 cm en entrée et d'une longueur maximale de 1,50 m. L'utilisation de tout autre engin de capture, notamment le filet moustiquaire, est interdite.

Chaque pêcheur est autorisé à utiliser au maximum deux vouves en action de pêche. Chaque vouve est identifiée par une plaque en matière inaltérable, comportant *a minima* le nom et le prénom du pêcheur et son numéro d'adhérent à l'ADAPAEF.

Aucun matériau non naturel n'est autorisé dans le cours d'eau. L'emploi de toute matière plastique ou artificielle dans le cours d'eau entraîne une interdiction de pratique de la pêche pour une durée

minimale de 6 mois. La récidive entraîne une interdiction définitive, c'est-à-dire qu'aucune licence de pêche ne pourra plus être accordée par l'administration au pêcheur incriminé.

L'emploi de tout produit toxique / biocide (eau de Javel, phytosanitaire ou autre) dans le cours d'eau est strictement interdite. Une telle pratique entraînera, outre les sanctions prévues aux articles L173-1 et suivant du code de l'environnement, l'interdiction de pêche immédiate et définitive du pêcheur incriminé, c'est-à-dire qu'aucune licence de pêche ne pourra plus lui être accordée par l'administration.

Période et heures de pêche

La pêche des bichiques est interdite chaque année pendant 6 mois, du 1^{er} mars au 31 août inclus.

La pêche nocturne est strictement interdite, soit de 30 minutes après le coucher du soleil, jusqu'à 30 minutes avant son lever. Toutes les voves sont retirées du cours d'eau durant les heures d'interdiction de la pêche.

Personnes autorisées

Seuls les membres de l'association APBB, à jour de leur cotisation et disposant des cartes et licences de pêche requises, sont autorisés à pêcher dans le cadre du présent arrêté. La liste des pêcheurs autorisés est consultable en annexe 2.

Si de nouveaux pêcheurs veulent intégrer l'association, avec ou sans l'édification de nouveaux canaux, cela constitue une modification du dossier de déclaration qui a été déposé. Dans ce cas, l'APBB doit obtenir l'accord préalable de la DEAL pour modifier la liste des bénéficiaires du présent arrêté.

Localisation de la pêche

Les membres de l'APBB ne sont autorisés à pêcher que sur la rivière des Marsouins, en amont de la limite de salure des eaux, sur le secteur et dans les canaux identifiés en annexe 1.

Quantités pêchées

La quantité de bichiques capturée est limitée à 3kg par jour et par pêcheur. Les pêcheurs doivent surveiller leurs voves de façon à pouvoir les relever avant de dépasser cette limite. Lorsqu'une vove est relevée, la quantité de bichiques prise est immédiatement pesée et, le cas échéant, répartie entre les pêcheurs du canal à hauteur de 3kg/j/pêcheur maximum. Les éventuelles quantités de bichiques excédentaires sont relâchées délicatement en amont du secteur de pêche de l'APBB pour favoriser la reproduction de l'espèce. Il est interdit à un pêcheur d'un canal de donner des bichiques à un pêcheur d'un autre canal.

Les pêcheurs doivent être munis d'un dispositif de pesée opérationnel avant de commencer la session de pêche (balance romaine ou tout équipement équivalent). A défaut, ils ne sont pas autorisés à commencer la pêche.

Technique de pêche

Sur le secteur de l'APBB, la seule technique de pêche autorisée est la pêche à la montée. Les voves sont placées gueules vers l'aval et bloquées uniquement à l'aide de pierres et végétaux présents sur le site. L'emploi d'accessoires de pêche en complément des voves (ex : estacades amovibles, filets barrière) est strictement interdit.

6.2. Sécurité et signalisation

Le titulaire de la présente autorisation est informé du fait que le lit du cours d'eau peut être soumis à des phénomènes de crues rapides et violents. Il est tenu de mettre en œuvre un dispositif de surveillance et de sécurité des conditions météorologiques et du risque de crues, afin d'interdire l'accès à la piste en cas de risque de crues. Pour ce faire, le pétitionnaire devra se tenir informé auprès des services de Météo France des risques de fortes pluies sur le secteur du bassin versant de la rivière des Marsouins.

En cas de risques de fortes pluies, le titulaire devra faire arrêter les travaux et évacuer les personnes présentes dans le lit de la rivière.

6.3. Prescriptions environnementales et mesures de réduction des impacts

6.3.1. Canal de reproduction

Afin de garantir la continuité écologique pour la faune aquatique, une zone libre dite « canal de reproduction » est maintenue en eau en permanence tout au long du linéaire occupé par l'association APBB. Cette zone est strictement interdite de pêche, quelles que soient les espèces ciblées, le mode de pêche et le pêcheur. La présence de braconnier ou pêcheur non membre de l'association dans le canal de reproduction est aussitôt signalée aux services de contrôle (DEAL, BNOI, Fédération de pêche).

Le canal de reproduction est conforme à la description de la zone présentée en annexe 1. Le débit circulant dans le canal de reproduction est en tout temps supérieur ou égal au débit circulant dans chaque canal de pêche.

6.3.2. Mesures de réduction d'impact en phase travaux

Les travaux d'aménagement et d'entretien des canaux sont réalisés exclusivement à la main ou avec des outils manuels, l'utilisation d'engins mécanisés est interdite. Les canaux sont réalisés uniquement en utilisant les matériaux présents sur le site, aucun matériau extérieur n'est autorisé.

Mesures de réduction d'impact en phase travaux

6.3.3. Mesures compensatoires

En compensation de l'impact sur le milieu aquatique de l'édification des canaux et de l'activité de pêche de ses membres, l'APBB réalise une évacuation régulière des déchets sur le secteur occupé. Les déchets récoltés sont évacués vers les filières adaptées.

Article 7. Suivi des travaux

Le pétitionnaire informera le service de police de l'eau de la DEAL de tout incident ou accident ayant un impact notable sur l'eau et/ou l'environnement.

Article 8. Obligations du bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour donner en tout temps, libre accès en tout point aux agents des différents services de l'État chargés du contrôle de la présente décision, sur simple demande verbale.

Le bénéficiaire a à sa charge, sauf recours contre qui de droit, toutes les indemnités qui pourraient être dues à des tiers en raison de la présence des ouvrages objet de l'autorisation, des travaux de premier établissement, de modification et d'entretien ou de l'utilisation des ouvrages.

Le bénéficiaire reste seul responsable :

- des conséquences de l'occupation,
- des accidents qui pourraient résulter de l'exécution des travaux, de la présence et de l'exploitation des installations,
- du déroulement, de la surveillance et de la sécurité de l'opération.

Le bénéficiaire est tenu de se conformer en tout temps :

- aux ordres que les agents de l'administration lui donneront notamment dans l'intérêt de la circulation, de l'entretien de l'établissement ou de l'hygiène publique ;
- aux lois, règlements et règles existants ou à venir, en obtenant notamment les autorisations qui y sont exigées ;

- aux prescriptions relatives à la lutte contre les risques de pollutions et de nuisances de toutes sortes pouvant résulter non seulement de l'exécution des travaux mais aussi de l'exploitation de ses installations.

Le bénéficiaire devra :

- prendre toutes les mesures afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens et éviter les risques de pollutions,
- prendre toutes les mesures afin qu'aucun dégât ne soit occasionné au domaine public et que les interventions ne génèrent pas d'aggravation des risques,
- respecter pour l'exécution des travaux qu'il aura à effectuer, les mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics ainsi que les règles de l'art. Ces dispositions sont applicables même dans le cas où les travaux sont exécutés personnellement par le bénéficiaire,
- entretenir en bon état les ouvrages qu'il maintiendra conformes aux conditions de l'autorisation par ses soins et à ses frais,
- si une dégradation du domaine public fluvial intervenait, y remédier immédiatement, à ses frais et conformément aux instructions qui pourraient lui être données par le service gestionnaire du domaine public.

Article 9. Réclamations

L'autorisation est accordée sans aucun engagement de l'État.

En aucun cas, la responsabilité de l'État ne peut être recherchée par le bénéficiaire, pour quelque cause que ce soit, en cas de dommages causés à lui-même, à des tiers, à ses installations ou de gêne apportée à leur exploitation par des tiers, notamment en cas de pollution des eaux.

Le bénéficiaire ne peut élever contre l'État et les collectivités locales aucune réclamation en raison de l'état des voies publiques ni de trouble qui peuvent résulter soit de mesures temporaires d'ordre et de police, soit de travaux exécutés par l'État sur le domaine public.

Le bénéficiaire n'est fondé à élever aucune réclamation dans le cas où l'établissement et l'exploitation d'autres ouvrages seraient autorisés à proximité de ceux faisant l'objet de la présente autorisation.

Article 10. Régime des installations en fin d'autorisation

À l'échéance de la présente autorisation ou en cas d'absence de renouvellement, de révocation ou de résiliation de l'autorisation telles que prévues aux articles 2 et 3, le permissionnaire devra remettre les lieux en leur état primitif, sans pouvoir prétendre à une indemnité, pour quelque motif que ce soit.

En cas d'inexécution par le permissionnaire de cette prescription, il y est pourvu d'office aux frais du dit permissionnaire par le représentant local du Service Gestionnaire, après mise en demeure restée sans effet.

L'État – service gestionnaire du domaine public fluvial – peut reprendre de plein droit, gratuitement, la libre disposition de l'ensemble de la dépendance. Il se trouve alors subrogé à tous les droits du bénéficiaire, les ouvrages, constructions et installations devenant la propriété de l'État, francs et quittes de tous privilèges et hypothèques, conformément aux dispositions de l'article L.2122-9 du code général de la propriété des personnes publiques.

Article 11. Responsabilités pour Dommages

Le bénéficiaire sera responsable de tous dommages dus à son activité, qu'ils soient subis par l'État ou par des tiers.

Le bénéficiaire devra souscrire les polices d'assurances correspondant aux obligations et responsabilités qui lui incombent. Les polices souscrites devront garantir l'État contre le recours des tiers pour quelque motif que ce soit, tiré de cette utilisation. Le bénéficiaire prendra toutes les dispositions pour résilier en temps utile les polices souscrites de sorte que l'État ne soit pas recherché pour la continuation de ces contrats après expiration de l'autorisation.

Tous dommages ou dégradations causés aux ouvrages de la voie d'eau ou ses dépendances, devront être immédiatement réparés par le bénéficiaire, sous peine de poursuites.

Il est rappelé que les éventuelles contraventions de grande voirie sont dressées à l'encontre du propriétaire du vecteur de la dégradation ou de celui qui en avait la charge.

Article 12. Redevances

Part fixe :

L'autorisation est consentie moyennant une redevance annuelle fixe assise sur la superficie maximale cumulée des canaux de pêche tels que définis ci-avant.

Cette part fixe est révisée annuellement en fonction de l'indice de référence des loyers publié par l'INSEE. L'indice de base retenu est celui du 1^{er} trimestre 2024 publié le 12/07/2024 : 143,77.

Part variable :

Absence de part variable, seuls les pêcheurs professionnels disposant d'une licence de pêche sont autorisés à commercialiser le produit de la pêche. l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n°2024-164 du 23 janvier 2024.

Paiement :

Cette redevance, d'un montant total de **29 euros** pour la première année, sera versée à :

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA RÉUNION
Service Comptabilité
7 Avenue André Malraux – CS21015
97 744 Saint-Denis Cedex 9

En cas de retard dans le paiement, en application de l'article L.2125-5 du Code général de la Propriété des Personnes Publiques, la redevance échue portera intérêt de plein droit au profit du Trésor et au taux légal, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard. Les fractions de mois seront négligées pour le calcul des intérêts.

Article 13. Impôts et taxes

Le bénéficiaire supportera tous les frais et impôts inhérents à la présente autorisation.

Article 14. Infractions

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté, après mise en demeure du bénéficiaire restée sans effet, sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 15. Droits des Tiers

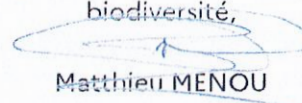
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 16. Publication et Exécution de l'Autorisation

Le secrétaire général de la Préfecture, le sous-préfet de Saint-Benoît, le directeur régional des finances publiques de La Réunion, le maire de la commune de Saint-Benoît, le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Saint-Denis, le 6 août 2024

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le directeur de l'environnement de
l'aménagement et du logement, et par
subdélégation, le chef du service eau et
biodiversité,



Matthieu MENOU

Voies et délais de recours : le présent acte peut être contesté par le bénéficiaire ou toute personne ayant un intérêt à agir dans les deux mois qui suivent la date de sa notification :

- par recours gracieux auprès de préfet ou par recours hiérarchique adressé au ministre de la Transition écologique et solidaire. L'absence de réponse dans un délai de deux mois constitue une décision implicite de rejet susceptible d'être déférée au tribunal administratif dans les deux mois ;
- par recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté, conformément aux articles R.421-1 et suivants du code de justice administrative.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « télé-recours citoyens » accessible à partir du site internet : www.telerecours.fr.

Règlement général sur la protection des données (RGPD) : Vos données à caractère personnel font l'objet d'un traitement informatisé mis en œuvre par la direction de l'immobilier de l'État de la direction générale des finances publiques (DGFIP), située au 120 rue de Bercy 75 772 PARIS, en sa qualité de responsable de traitement, dans le cadre de l'exécution des missions d'intérêt public qu'elle assure.

Elles sont traitées afin de gérer des dossiers d'occupation du domaine de l'État et redevances associées de toute nature.

À ce titre, les catégories de données personnelles traitées sont les suivantes :

- les données liées à votre identité et vos coordonnées ;
- les données à caractère économique et financier.

Ces données sont obtenues directement auprès de vous ou le cas échéant auprès du gestionnaire du domaine.

Elles sont transmises aux agents habilités de la DGFIP dans le cadre de leurs missions. Vos données à caractère personnel sont conservées 5 ans à compter de la date de fin du titre d'occupation et 10 ans en archives.

Conformément au règlement général sur la protection des données (RGPD) n°2016/679 et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative aux fichiers, à l'informatique et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, des données vous concernant ainsi que du droit à la limitation du traitement.

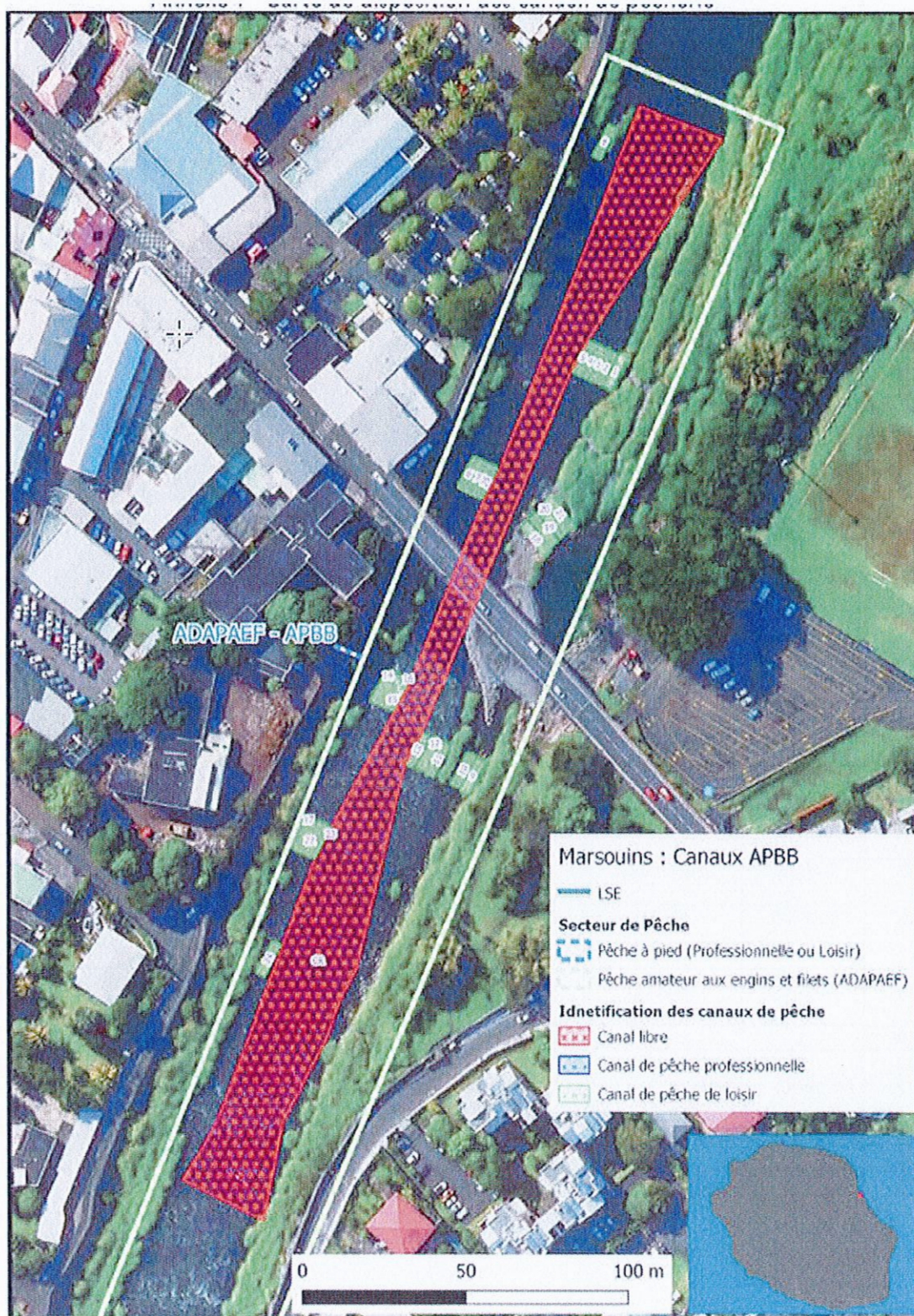
Vous pouvez exercer vos droits en contactant la boîte mail : die.support-figaro@dgfip.finances.gouv.fr

Vous avez également la possibilité de contacter le délégué à la protection des données du ministère de l'économie, des finances et de la relance, par voie électronique (ledelegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr) ou par voie postale (139 rue de Bercy - télédéc 322 - 75 572 Paris cedex 12).

Vous êtes informé(e) que des exceptions à l'exercice des droits précités sont susceptibles de s'appliquer, le cas échéant, vous en serez dûment averti(e).

Si vous estimez que le traitement de vos données à caractère personnel n'est pas conforme aux dispositions légales et réglementaires, vous disposez, du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL).

Annexe 1 : Plan général des zones aménagées



• **Annexe 2 : Liste des pêcheurs de l'ASSOCIATION DES PECHEURS DE BICHIQUES BENEDICTIN à l'issue de l'ASSEMBLEE GENERALE du 29/06/2024**

CANAL	NOM	PRENOM	ADRESSE	TELEPHONE
1	JARY	GILBERT	63 Lotissement du Cap 97470 Saint Benoît	0692 81 54 03
2	CARITCHY	IDRISS	11 Cité Satec 97470 Saint Benoît	0692 36 30 65
3	MALAR	MAILLARD	61 Rue des Pétunias Bras Fusil 97470 Saint Benoît	0692 33 32 63
4	GERCARA	JEAN ROGER	23 Chemin Mile Cols	0262 45 75 90
4	CAROUPEY	JEAN YVES	20 Rue Raymond Vergès	0692 15 20 68
5	MYSILE	ROGER	117 Cité Duhal 97470 Saint Benoît	0693 31 53 73
6	TUGAR	MICHEL	48 Rue Joseph Hubert 97470 Saint Benoît	0692 89 07 34
7	PARLIER	EXPEDIT	13 Auguste de Villele 97470 Saint Benoît	-
8	BOYER	JEAN LUCAY	Chemin du Cap 97470 Saint Benoît	0693 41 87 75
9	DUBARD	VINCENT	18 Cité La Bourdonnais 97470 Saint Benoît	0692 84 15 12
10	DUBARD	YVAN	18 Cité la Bourdonnais 97470 Saint Benoît	0692 84 15 12
11	GAUVIN	GEORGES MARIE	3 Rue des Cuiseurs Beaufonds 97470 Saint Benoît	0692 27 72 59
12	VIRAPIN	DIDIER	192 Rue des vanilliers 97470 Saint Benoît	0693 50 88 69
13	DESILES	GAEL	67 Rue des Forgerons 97470 Saint Benoît	0692 42 59 74
14	RUBEGUE	DASEAL	97470 Saint Benoît	0692 09 43 01
15	RUBEGUE	GERARD	21 Rue Benoîte Boulard 97470 Saint Benoît	0693 30 55 79
16	GERCARA	JEAN MICHEL	13 Rue des 4 Epices 97470 Saint benoît	0693 51 15 08
17	NATIVEL	JEAN DIDIER	54 Rue Victor Boissy 97470 Saint Benoît	0692 38 05 14
18	PHILEAS	JOHAN	7 Cité des Pompiers Beaufonds 97470 Saint Benoît	0692 19 05 60
19	VIRAPIN	THOMAS	192 Rue des Vanilliers appt 5 97470 Saint Benoît	0693 48 80 59
20	Attribution en cours			
21	Attribution en cours			
22	RETCHOU	JEAN LUC	21 Résidence des Argonautes 97470 Saint Benoît	0692 35 47 01
23	RETCHOU	JEAN JACQUES	Sainte Anne	0693 00 13 24
24	Attribution en cours			
25	Attribution en cours			